

i.A.22.14.7.2. - PB/IA

x

x

Presse und Info.

1

wochentx ***

Wochentelex 44/87 v e r t r a u l i c h

Visite de courtoisie du MAE de la République de Corée (Sud)

CFA a reçu le MAE sud-coréen Kwang Soo Choi le 20.10.87, de passage en Suisse. Les relations bilatérales ont été évoquées, chacun se félicitant de leur croissance. Question de la protection de la propriété intellectuelle a été abordée, partie coréenne prenant note de notre préoccupation devant risque de discrimination par rapport aux USA et aux Communautés. Dans contexte rôle suisse à NNSC Panmunjom, MAE Choi a sollicité soutien à ses efforts en vue rétablir dialogue avec Nord, souhaiterait aussi que contributions à sensibiliser URSS et Chine vu leur influence sur Pyongyang. Position suisse de disponibilité dans mesure ou requêtes émanent conjointement des parties intéressées a été réitérée.

Besuch von Staatssekretaer Brunner in Moskau, 16. - 19.10.87

Le résumé des entretiens SE BRE à Moscou vous parviendra par courrier.

26.10.1987

30.88

Dodis

U N E S C O

Première semaine Conférence générale Paris s'est déroulée dans un climat marqué par les tensions qui ont accompagné la désignation de Mayor comme candidat du Conseil exécutif à la succession de M. M'Bow. Ces tensions ont toutesfois tendance à s'atténuer avec le temps et l'on peut prévoir que Mayor, en dépit de manoeuvres en cours pour l'en empêcher, finira par être confirmé par la Conférence générale le 7 novembre. Ambassadeur Muheim a eu des entretiens aussi bien avec M'Bow qu'avec Mayor. Le premier s'est montré relativement serein, bien que manifestement abattu par son échec. La position de la Suisse lui a été présentée comme n'étant pas dirigée contre sa personne, mais fondée sur une analyse objective des données tant à l'intérieur de la Suisse qu'à l'extérieur. Quant à Mayor, il a donné l'impression d'une forte volonté de parvenir à son but. Il s'est aussi montré ouvert à notre proposition de créer pour l'UNESCO une Commission du type Brundtland. Le contact avec lui sera certainement plus facile qu'avec M'Bow. Dans ces conditions, il convient d'insister sur l'intérêt éminent qu'a l'UNESCO à confirmer le choix de Mayor. Celui-ci n'était pas au départ le candidat de l'occident qui, à l'exception de la Suède, n'a pas voté pour lui lors des premiers tours. Il est un candidat quote apolitique unquote poussé essentiellement par la communauté scientifique et lancé formellement dans la course par les membres latino-américains du Conseil exécutif.

Besuch A. Ruegg in Pyongyang, 16. - 20.10.1987

Ausgedehntes Programm von Besuchen und Gesprächen (Vizepräsident, verschiedene Minister, Vertreter ZK der KP und hohe Beamte) gestattete, das Möglichste aus Besuch herauszuholen. Atmosphäre war gut und Behandlung zuvorkommend. Im Vordergrund Gespräch lagen bilaterale Probleme (Schuldenfrage) und Koreafrage. Präsenz Schweiz in Panmunjom allgemein geschätzt. Friedensbeteuerungen und Gesprächsbereitschaft bis zur Sättigung seitens Pyongyang unterstrichen. Nordkorea sucht nach wie vor direkte Kontakte mit US oder aber Dreiergespräche mit Sueden und US. Im uebrigen nicht viel neues zu erfahren, an der Oberflaeche ist Land ruhig und geordnet. Grossprojekte in Industrie und fuer Infrastruktur machen jedoch qualitativ ungenuegenden Eindruck. Ansicht, allzuviel mit eigenen Kraefte zu schaffen und immer noch gewisse internationale Isolierung wirken sich negativ aus. Ungebrochener Persoenlichkeitskult um Praesident Kim il Song erschwert Analyse betreffend Nachfolge und Stabilitaet Regimes. Nachfolger / Sohn Kim Djeung il schein jedoch weder starke Persoenlichkeit noch Charisma Vaters zu besitzen. Zukunft nach Ableben Kim il Songs daher ungewiss.

BRUNNER.

NNNN

34ème session du Conseil de la CNUCED (5-16 octobre) a été exclusivement consacrée à questions de procédure. Une décision charge organes subsidiaires d'examiner suivi des politiques et mesures définies dans Acte Final tandis que Conseil fera de même lors de l'examen annuel de l'interdépendance des problèmes du commerce, du financement et du système monétaire. D'autre part, Groupe de travail intergouvernemental ad hoc a été institué pour examiner structure organisation et faire propositions de rationalisation à l'intention Commission Spéciale ECOSOC. Rapport Groupe de travail sera examiné lors de session spéciale Conseil des 19 et 20 novembre et transmis à New York. Suisse fait partie des 19 membres dudit Groupe. Conseil a, en outre, recommandé à Assemblée générale ONU de convoquer, en septembre 1990 à Paris, Conférence des Nations Unies sur PMA pour faire bilan programme d'action en faveur PMA pour années 80 et, à la lumière de ce bilan, procéder à examen, formulation appropriée et adoption politiques et mesures nationales et internationales propres à accélérer développement PMA au cours années 90. Finalement, Conseil a adopté décision visant à renforcer contribution CNUCED à programme redressement économique Afrique, lancé en 1986 par Assemblée générale ONU.

Unterzeichnung eines Film- und Audiovisionsabkommens mit Kanada

BR Cotti empfing am 22. Oktober Frau Flora MacDonald (F), kanadische Kommunikationsministerin, zur Unterzeichnung eines bilateralen Abkommens über Beziehungen auf dem Gebiet des Films und der Audiovision. Die Vereinbarung tritt neben die bestehenden klassischen Filmkoproduktionsabkommen mit Deutschland und Frankreich und stellt in seiner umfassenden Betrachtungsweise (Film, Video, Fernsehfilm etc.) für die Schweiz eine Neuheit dar. Motiviert wird die Zusammenarbeit mit Kanada auf diesem Gebiet nicht zuletzt durch den Gedanken, die Konkurrenzfähigkeit gegenüber der weltweit dominierenden amerikanischen Filmindustrie zu verbessern. Ueberdies stellt die Vereinbarung, obgleich nicht auf das französischsprachige Filmschaffen beschränkt, wie F erwähnte, auch einen Beitrag zur Frankophonie dar.

Unser Departement war durch Herrn Minister J. Streuli und P. Koller vertreten.

Contribution pour le téléx hebdomadaireOCDE: Comité exécutif en session spéciale

Le CESS a tenu les 19 et 20 octobre 1987 sa 54ème réunion au siège de l'OCDE à Paris. La délégation suisse était conduite par le Secrétaire d'Etat Blankart. Le CESS s'est donné un nouveau président en la personne de M. Braithwaite, vice-sherpa britannique, pour remplacer M. Ruggiero qui a dû renoncer à sa charge après avoir été nommé récemment ministre du Commerce extérieur au sein du gouvernement italien. Trois thèmes figuraient à l'ordre du jour, à savoir la situation économique actuelle, les suites de la CNUCED VII et l'Uruguay Round.

Situation économique actuelle: Introduite par une excellente présentation du Secrétariat, relevant la fragilité et la répartition imparfaite de la croissance dans les pays industrialisés, la discussion a surtout mis en exergue le besoin de disposer d'une meilleure vue d'ensemble entre l'évolution macro-économique d'une part et les développements en matière de politique commerciale et de désendettement de l'autre. Un accent particulier a été placé sur le rôle des NICs générant de forts excédents de balance courante notamment en raison des liens étroits entre les monnaies de ces pays et le dollar. Ayant lieu devant la toile de fond de l'énorme mouvement de baisse sur les marchés financiers, la discussion a fait fortement ressortir le besoin d'une meilleure cohérence des politiques macro-économiques à la mesure de la globalisation des marchés.

Résultats de la CNUCED VII: Le CESS, dans son ensemble, s'est félicité du consensus obtenu à Genève et de l'absence de confrontation entre le Nord et le Sud. Ceci est une chance, mais en même temps un défi, car il s'agit maintenant de traduire en termes opérationnels les lignes d'action définies en commun avec les pays en développement lors de la CNUCED VII.

Uruguay Round: Faisant suite à une excellente présentation de l'Uruguay Round par le président du Comité des échanges, M. Schomerus, les différentes délégations ont exprimé leur sensibilité propre sur les multiples volets de la négociation. L'impression générale qui s'est dégagée était double, d'une part satisfaction pour la première phase de l'Uruguay Round (préparation du mécanisme de la négociation et présentation des positions nationales), d'autre part reconnaissance de l'urgence de parvenir au cours de 1988 déjà à un certain nombre de résultats concrets. La Suisse, qui est également intervenue dans les autres questions figurant à l'ordre du jour, a souligné la nécessité de passer effectivement à la phase négociatoire proprement dite. Dans cette perspective, le 40ème anniversaire du GATT, avec la présence d'un grand nombre de ministres qu'elle suppose, constitue une excellente occasion pour donner les impulsions politiques nécessaires à des progrès tangibles sur le plan de la négociation. Le CESS a rappelé ses craintes envers les projets législatifs du Congrès américain et entendu les USA et le Canada présenter leur futur accord bilatéral de libre-échange.

La prochaine réunion du CESS aura lieu les 1er et 2 février 1988, soit immédiatement après la rencontre de Davos.

i.A.22.14.7.2. - PB/IA

x

x

Presse und Info.

1

amankara	amathene	ambudape	ambucare	amdublin	amhayepa
amhelsin	amlisbon	amluxemb	ammadrid	ammoscou	amoslono
ambeijin	amprague	amstockh	amwashin	amvienne	

26.10.1987

30.88

Wochentelex spécial (supplément à notre 44/87)

Besuch von Staatssekretär Brunner in Moskau, 16. - 19.10.87

BRE führte Gespräche mit dem ersten stellvertretenden Aussenminister Kovalev, dem stellvertretenden Aussenminister Tschaplin sowie den Abteilungsleitern Mendelewitsch (Planung), Karpov (Abrüstung), Bondarenko (3. Europäische Abteilung) und Derjabin (humanitäre Fragen, KSZE). Er wurde ausserdem von Aussenminister Schewardnadze zu einer 35-minütigen Unterredung empfangen.

Abrüstung:

Die Schweiz begrüsst die prinzipielle Einigung der Grossmächte im Hinblick auf ein INF-Abkommen. Es handelt sich zum ersten Mal um eine echte Reduktion, nicht nur um eine Plafonierung. Das Abkommen stellt aber nur einen ersten Schritt dar, dem weitere folgen müssen.

Die sowjetische Seite sieht noch Probleme im Hinblick auf eine endgültige Bereinigung des INF-Abkommens. Wenn das Abkommen zustandekommen sollte, wäre dieser 'erste Schritt' aus sowjetischer Sicht aber nicht zu unterschätzen. Es handelt sich um eine 'bedeutende Reduktion der nuklearen Arsenale (2000 Gefechtsköpfe) und die Liquidierung zweier Klassen von Missilen'. Anschliessend gilt es, die 50 o/o-ige Verminderung der offensiven

strategischen Systeme, wie sie mit den USA in Genf und Reykjavik im Grundsatzlichen schon angesteuert worden war, in Angriff zu nehmen. Die Reduktion der strategischen Systeme kann aber nicht losgeloest vom Problemkreis ABM angegangen werden. Die Sowjets stellen 2 Varianten zur Diskussion:

1. Die UdSSR und die USA einigen sich auf eine ''Liste von Einrichtungen'', deren Stationierung im Weltraum verboten werden soll. Eine solche Liste wurde Shultz von Schewardnadze anlaesslich seines Besuches in Washington vorgelegt. Die USA machen aber laut sowjetischer Seite ''Schwierigkeiten'' mit dieser Liste.

2. Der ABM-Vertrag bleibt in der ''authentischen'' Form in Kraft, wie er 1972 unterzeichnet wurde. Beide Seiten verpflichten sich, Art. 15 (Rueckzugsrecht) waehrend 10 Jahren nicht in Anspruch zu nehmen. Die Sowjets sind jedoch bereit, nach Ablauf von 5 Jahren die ''Situation neu zu analysieren''.

Die Sowjets moechten schon jetzt zwei Delegationen beauftragen, binnen 6 Monaten einen Vertragsentwurf im Hinblick auf die 50 o/o-ige Reduktion der offensiven strategischen Systeme auszuarbeiten.

Chemische Waffen:

Die sowjetische Seite ist der Ansicht, in diesem Bereich seien die Voraussetzungen fuer Fortschritte vorhanden. Die UdSSR erhofft sich ein definitives Abkommen fuer naechstes Jahr, ist aber beunruhigt ueber die ''Passivitaet'' der Genfer Konferenz. Als aeusserst gefaehrlich wird die Absicht der USA eingestuft, mit der Produktion einer voellig ''neuartigen chemischen Waffe'', den

binaeren Waffen zu beginnen. Dieser Schritt kompliziert die Verifikation der Liquidierung und der ''Nichtherstellung'' der chemischen Waffen. Die sowjetische Seite sucht Bedenken angesichts ihres Vorschlages der obligatorischen Inspektion auf Verlangen zu zerstreuen. Die SU ist bereit, ein System zu finden, dass eine wirksame Kontrolle gestattet, ohne die Produktionsgeheimnisse und ''Autorenrechte'' privater Chemieunternehmen im Westen zu tangieren. Scharf kritisiert wird das franzoesische Konzept der ''stocks de sécurité''. Frankreich will bis zur voelligen Eliminierung der Arsenale der Grossmaechte seinen Vorrat an chemischen Waffen behalten und beansprucht gar das Recht, diese zu modernisieren. Die sowjetische Seite befuerchtet, eine solche Modernisierung koennte eine ''Kettenreaktion'' ausloesen und statt zu einer Reduktion zu einer Ausweitung der chemischen Arsenale fuehren. Die SU ist jedoch zu gewissen Konzessionen bereit. So muessten Staaten mit kleineren Chemiewaffenvorraeten nicht gleichzeitig mit den USA und den SU mit der Liquidierung beginnen und koennten waehrend einiger Zeit gewisse Waffen behalten.

Von besonderer Bedeutung ist die Deklaration der vorhandenen Vorraete und die Erklaerung der Bereitschaft, die chemischen Waffen zu liquidieren.

Von militaerischer Seite (General Michajlov) wurde besonders der Umstand bemaengelt, dass im Westen gleichzeitig mit dem sich abzeichnenden Erfolg im INF-Bereich von Kompensation, Modernisierung der chemischen Waffen und Aufstockung der konventionellen Kraefte gesprochen werde. Im konventionellen Bereich betonte Michajlov die

Bedeutung der 'Liquidierung gewisser Ungleichgewichte'. Mendelewitsch wunderte sich ueber die 'Konfusion', die in Westeuropa angesichts der Fortschritte im Abruestungsbereich zwischen den Grossmaechten herrsche. Er erkundigte sich bei BRE, ob dieser glaube, diese Widerstaende koennten den ganzen Abruestungsprozess bremsen. BRE gab zu bedenken, dass 'Reykjavik' gewisse Verbuen-detete der USA vor den Kopf gestossen habe. Diese haetten den Eindruck gehabt, die USA und die SU regelten ihre Sicherheitsinteressen 'over their heads'. In Frankreich und Grossbritannien sind heute staerkere Persoenlichkeiten an der Regierung als vor einigen Jahren, die sich nicht mehr ohne weiteres gefallen lassen, dass sie von den USA erst 'post factum' informiert werden. Die westeuropaeischen Staaten haben eigene Sicherheitsinteressen zu ver-teidigen, die manchmal nicht mit den Interessen der USA zusammen-fallen. Die Beziehungen zwischen den USA und ihren Verbuedeten unterscheiden sich von denjenigen zwischen der SU und deren Al-liierten.

KSZE

Saemtliche sowjetischen Gespraechspartner, die das Thema beruehr-ten (Kovalev, Mendelewitsch, Karpov, Derjabin), wuerden sich eine 'Aktivere Rolle der N+N und insbesondere der Schweiz im KSZE-Pro-zess' wuenschen.

Kovalev gab sich erstaunt, dass sich die Schweiz als 'Nichtmit-glied der UNO' auch noch von der konventionellen Abruestung fern-halten wolle.

BRE legte die schweizerische Position hinsichtlich ''Wiens'' dar. Es geht in Wien um 2 Dinge:

1. Die Fortsetzung von ''Stockholm'' (Erweiterung, Verbesserung des Mandats). BRE zeigte sich im uebrigen zufrieden mit der Anwendung des Stockholmer Dokumentes.
2. Die Einfuehrung der neuen Dimension ''konventionelle Abruestung''.

Die Schweiz vertritt in diesem 2. Punkt einen realistischen Standpunkt. Es gibt in der Frage des Teilnehmerkreises gewisse westliche Staaten, die sich gegen den Beizug der N+N aussprechen und eine Konferenz nur zwischen den Bloecken (23) anstreben. Die Schweiz will nicht zum Hindernis fuer die Verhandlungen zwischen den 23 werden. Sie besteht aber darauf, dass die Gespraechе der 23 innerhalb des KSZE-Rahmens stattfinden, und dass eine organische Verbindung zwischen den 23 und den 35 hergestellt wird (Information, Konsultation, wenn unsere Sicherheitsinteressen beruehrt werden). Die restlichen Staaten muessen ebenfalls das Recht erhalten, sich nach einer 1. Etappe den 23 zuzugesellen. Es muss die ''Einheit von Zeit und Ort'' zwischen 23 und 35 gewahrt sein. Karpov gab sich beunruhigt ueber den Mangel an Fortschritten in Wien. BRE betonte, noch jede Konferenz im KSZE-Rahmen habe eines besonderen Impulses bedurft, um zu einem Abschluss zu gelangen. Er koennte sich vorstellen, dass den Delegationen eine Frist bis zum 15. Dezember gesetzt wuerde. Die Aussenminister wuerden dann in Wien das Schlusssdokument unterzeichnen. Die sowjetische Seite zeigte sich ''interessiert'' an diesem Vorschlag. Sie will auch

mit Shultz die Frage der Beschleunigung der Arbeit in Wien aufgreifen. BRE betonte, auch ein erfolgreicher Abschluss des INF-Abkommens koennte als Katalysator wirken. BRE hob im uebrigen hervor, Genf sei grundsaeztlich nicht Kandidat fuer die Konferenz ueber die konventionelle Abruestung. Die Schweiz waere aber bereit, die Konferenz zu beherbergen, wenn dies einem allgemeinen Konsensus entspreueche.

BRE wies im uebrigen den Vorwurf der ''Inaktivitaet'' der N+N zu-rueck und betonte, es sei an den 23, sich endlich auf ein Mandat zu einigen. In den Bereichen, wo die N+N den Koordinator stellten, spielten sie eine durchaus aktive Rolle.

Menschenrechtskonferenz in Moskau:

Die sowjetische Seite (Kovalev) bat um Unterstuetzung fuer die Konferenz in Moskau ueber die Menschenrechte. BRE betonte, die Schweiz habe keine Einwaende gegen eine solche Konferenz in Moskau. Wichtiger als der Ort ist das Mandat eines solchen Treffens. Die Schweiz ist nicht fuer eine Veranstaltung, an der philosophisch im luftleeren Raum ueber die Konzeption der Menschenrechte debattiert wird (kein Ottawa II). BRE befuerchtet andernfalls einen Misserfolg der Konferenz, was bisher im Rahmen der KSZE nur mit ''Expertentreffen'' der Fall gewesen sei.

Die sowjetische Seite (Mendelevitsch) betonte, fuer die SU sei ''Moskau'' nicht ein Manoever. Man wolle einen Erfolg der Konferenz, die sich ''praktisch und geschaeftsmaessig mit einem breiten Spektrum von Fragen aus dem 3. Korb und nicht nur mit phi-

losophischen Problemen'' zu befassen haette. (Widerspricht dem, was aus Wien zu vernehmen ist). das Problem besteht fuer die sowjetische Seite nicht in der Tagesordnung. Man hat auch nichts gegen die Anwesenheit von nichtgouvernementalen Organisationen und ''Einzelpersonen'', die sich mit Menschenrechten befassen. Absolut inakzeptabel ist es aber, wenn im Umfeld der Konferenz ein ''Hexensabbat'' inszeniert werden soll. Die SU kann etwa Korrespondenten von Radio Liberty und Radio Free Europe niemals dulden, da diese Sender nur dazu gegruendet worden seien, ''Druck auf die UdSSR auszuueben''.

BRE warb fuer die Idee eines ''Mechanismus'', der es gestatten wuerde, im Bereich der humanitaeren Fragen regelmaessige bilaterale Konsultationen abzuhalten. Die Staaten haetten dann die Pflicht, ueber das Ergebnis dieser Beratungen anlaesslich des naechsten Folgetreffens Bericht zu erstatten. BRE koennte sich einen solchen ''Konsultationsmechanismus'' als Ergebnis der Konferenz in Moskau vorstellen. Die sowjetische Seite (Derjabin) bezeichnete die schweizerischen Vorstellungen als ''interessant''. (Bisher widersetzte sich die SU systematisch regelmaessigen Konsultationen).

Die SU ist im humanitaeren Bereich, immer laut Derjabin, sehr an vertrauensbildenden Massnahmen interessiert.

2. Korb. Die sowjetische Seite sieht in diesem Bereich keine groesseren Schwierigkeiten. Sie schaezt die Taetigkeit des schweizerischen Koordinators in Wien sehr.

Friedliche Streitbeilegung:

BRE rief der sowjetischen Seite den Vorschlag der N+N vom 10. April 1987 hinsichtlich der Einberufung eines dritten Treffens über die friedliche Streitbeilegung in Erinnerung und uebergab den entsprechenden Textentwurf, der "'mit Interesse'" entgegengenommen wurde.

Sowjetische Innenpolitik:

BRE gab seinem Interesse fuer die "'perestrojka'" genannten Vorgaenge in der SU Ausdruck, die er als "'Modernisierungsversuch'" deutet. Die sowjetische Seite betonte, die "'Umstrukturierung'" stehe erst am Anfang und stelle eine umfassende Reform aller Lebensbereiche dar. Die perestrojka mache auch vor der Diplomatie nicht halt. Auf die Frage BREs, ob das Verhalten des Westens diesen Prozess beeinflusse, hob etwa Mendelevitsch hervor, der Westen solle weder "'applaudieren'" noch die perestrojka als "'Propaganda'" verteufeln. Die Veraenderungen koennten aber durch die Intensivierung der Beziehungen insbesondere im wirtschaftlichen Bereich unterstuetzt werden. Man gab zu, dass man diese Beziehungen dringend benoetigt. Die sowjetische Seite betonte aber auch, dass sie ebenfalls einiges zu bieten habe. "'Je groesser die Zusammenarbeit im wissenschaftlich-technischen und wirtschaftlichen Bereich, desto groesser ist die "'Ermutigung'" fuer die perestrojka'" (Mendelevitsch). Es wurde hervorgehoben, Genscher habe dies sehr gut begriffen.

Regionale Konflikte:

Zentralamerika

Das Abkommen von Guatemala wird von den Sowjets sehr positiv eingeschätzt, da es eine Lösung ''unter den Zentralamerikanern selbst'' vorsehe. Diese Lösung koennte ein Beispiel fuer andere Krisen abgeben.

Naher Osten

Die Aussichten fuer die Einberufung einer internationalen Nahostkonferenz wurden von Schewardnadze ''angesichts der israelischen Widerstaende'' eher pessimistisch beurteilt.

Golf

Die sowjetische Seite zeigte sich ''beunruhigt'' ueber die massive amerikanische Flottenpraesenz im Persischen Golf. Man interessierte sich fuer die Rolle unseres Landes als Interessenvertreter der USA in Teheran. BRE betonte, es bestuenden grosse Missverstaendnisse zwischen Iran und den USA. Die Iraner haetten den Eindruck, die Amerikaner anerkannten die ''Tatsache der iranischen Revolution'' nicht. Teheran wolle den Krieg nur beenden, wenn es in der ''Kriegsschuldfrage'' Satisfaktion erhalte. BRE rief im uebrigen die schweizerische Haltung zum Golfkonflikt in Erinnerung.

Afghanistan

BRE stellte die Frage, ob nach der nicht sehr erfolgreichen letzten Runde der proximity talks in Genf nicht eine neue Formel gefunden werden koennte. Die Sowjets gaben Pakistan die Schuld am

Scheitern der Gespraechе. Das einzige Problem, das noch geloest werden muesse, sei die Frage des Zeitplanes fuer den Rueckzug der sowjetischen Truppen. Laut Mendelevitsch hat Kabul in Genf eine weitere Konzession gemacht, indem es von 18 auf 16 Monate hinuntergegangen sei. Pakistan habe dieses einseitige Zugestaendnis nicht honoriert und bestehe weiterhin auf 7 Monaten. Die sowjetische Seite betonte die Bereitschaft Kabuls, direkt mit Pakistan zu verhandeln. Die ''nationale Versoehnung'' in Afghanistan mache langsame Fortschritte. Es stelle sich aber das Problem, wer als ''Partner'' fuer Verhandlungen in Frage komme. Die Siebnerallianz habe gewisse Signale der Gespraechsbereitschaft gesetzt, sei aber unter dem Druck der USA und Pakistans zurueckgewichen. Trotzdem setzen die Sowjets auf die Idee einer ''organischen Verbindung der Cordovez-Gespraechе und einer internen Annaeherung in Afghanistan''. Man betonte, die Afghanistan-Frage werde in der Generalversammlung der UN in konstruktivem Geist angegangen. Die Sowjets streben eine Resolution an, fuer die alle stimmen koennen, und akzeptieren den pakistanischen Entwurf als Verhandlungsbasis. BRE gab zu bedenken, dass sich gewisse afghanische Widerstandsgruppen von Pakistan nicht vertreten fuehlten. Der Widerstand muesse irgendwie einbezogen werden. Die Sowjets betonten, Kabul sei zu Verhandlungen mit den Mudschahidin bereit, diese wollten aber nur mit der UdSSR verhandeln. BRE warf die Idee von Verhandlungen ''à la salvadorienne'' in die

Debatte, wo 5 Botschafter bei den Verhandlungen zwischen Regierung und Guerilla zugegen waren. Die sowjetische Seite nahm diese Idee als "interessante Anregung" entgegen.

Relations bilatérales

Secrétaire d'Etat et ses interlocuteurs se sont félicités mutuellement du bon développement des relations bilatérales, dont témoignent nombreux échanges de visites officielles notamment au cours de ces deux dernières années. Les parties convinrent que sommet Reagan/Gorbatchev, soigneusement préparé par notre pays en 1985 à Genève, a coïncidé également avec nouvel essor des relations CH-URSS. Tout en se félicitant de ce que tous les cas humanitaires en suspens aient pu être réglés, BRE est intervenu en faveur libération anticipée de 4 Suisses détenus en URSS pour délits de drogue, ce pour autant que législation soviétique prévoie une telle possibilité, après exécution partielle de la peine. La partie soviétique se déclara d'accord de reprendre, dès que possible, négociations interrompues depuis 1980, sur l'indemnisation des ayants droit suisses, dont les biens, situés dans les territoires soviétiques, furent nationalisés après le 01.09.1939. Problèmes touchant à l'achat d'un nouvel immeuble pour la mission soviétique à Genève, immeuble dans lequel Lénine avait séjourné durant ses années d'exil à Genève, et à la construction d'un nouveau bâtiment de logements pour le personnel de l'Ambassade d'URSS à Berne furent également évoqués à cette occasion.

Sur la question de ce que l'URSS entend entreprendre, à la suite de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (question de l'indemnisation des pertes subies à l'étranger), partie soviétique insista sur le manque de bases légales, permettant de justifier sur le plan international de telles revendications. Elle se déclara toutefois prête à négocier avec pays européens un accord portant sur la conduite à observer (information réciproque, opérations de contrôle internationales, aides diverses, questions d'indemnisations) en cas de catastrophes nucléaires ou autres, et comportant des conséquences internationales (éventuelle création d'un organisme international chargé de l'étude de ces questions et du règlement de ces tâches).

Conclusions :

Il convient de relever le rôle joué par le concept même de Perestroïka, véritable clé de voûte de la politique soviétique d'aujourd'hui. Mot signifiant à la fois restructuration, réforme et changement de cours, il renferme en soi avant tout l'idée (déjà poursuivie par Pierre le Grand) de modernisation du pays sur un modèle occidental.

C'est ainsi également que le thème de l'Europe, "notre maison commune", revient dans tous les entretiens et s'insère dans le même concept de mise au pas du pays à l'heure occidentale, au moment même où la préoccupation principale en politique étrangère semble être celle d'intensifier et d'augmenter les échanges dans tous les

domaines avec l'Occident, y compris les contacts humains.

Conscients enfin, qu'après 70 ans d'existence le modèle soviétique n'a rien d'autre à offrir au monde que l'image d'une superpuissance militaire, paralysée dans son développement par son centralisme et immobilisme bureaucratique, les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui semblent découvrir que "Perestroïka" et "Glasnost" correspondent à un véritable besoin pour leur pays, en mal de modernisation et de décollage économique.

Formule miracle dans la bouche des dirigeants soviétiques, la Perestroïka se heurterait d'ores et déjà à d'innombrables résistances à différents niveaux de la hiérarchie et de la société soviétiques et soulèverait le problème non encore résolu de la révision de l'histoire et, à plus forte raison, celui de la légitimité en URSS.

La Perestroïka s'exprime également dans la politique étrangère de l'URSS :

En même temps que l'on peut constater des progrès entre Moscou et Washington, dans le domaine du désarmement, un certain changement de comportement de Moscou paraît se dessiner dans les domaines suivants:

- 1) attitude plus constructive de l'URSS dans le système des NU (paiement des arriérés sur toutes les opérations du maintien

de la paix au sein de l'ONU; changement d'attitude à l'UNESCO, où elle vient de voter en faveur du candidat espagnol; attitude positive à l'AIEA, où elle s'est prononcée contre l'expulsion de l'Afrique du Sud).

- 2) dans les crises régionales (ex. : souci apparent de Moscou de résoudre le problème afghan par une voie honorable et sans perdre la face; soutien de la résolution 598 sur la guerre du Golfe)
3. dans le domaine humanitaire

Les effets de la Perestroïka semblent enfin se faire sentir aussi sur le plan de nos relations bilatérales. Cela se traduit par une volonté accrue de trouver des solutions à des problèmes restés irrésolus pendant des années, tels que : disponibilité à reprendre les négociations interrompues depuis 1980 sur les indemnisations pour les biens suisses nationalisés dès le 1er septembre 1939; résolution de différents cas humanitaires restés longtemps en suspens; volonté plusieurs fois réaffirmée d'accroître et d'intensifier les contacts bilatéraux dans les domaines les plus divers.

Ce qui précède reflète en filigrane le contenu de l'entretien que Secrétaire d'Etat eut avec M. Chevardnadze à Moscou, dans un climat de bienveillance à l'égard de notre pays : attitude favorable que BRE attribue entre autres au capital de good-will accumulé par la Suisse lors du sommet Reagan/Gorbatchev de 1985 à Genève ainsi qu'à sa bonne préparation du côté suisse et à l'excellent souvenir

gardé par le Secrétaire du PCUS et par son épouse de notre accueil à cette occasion.

BRUNNER.

NNNN

Bern, den 27.10.1987

1.A.22.14.7.3. - PB/IA

Interne VerteilerlisteBetrifft: **Wochentelex 44/87 (und supplément) (CH)**

Departementsvorsteher		CFA
Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville	WA
	Hr. Erard	ER
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Tissières	TE
	Hr. Schaller	SRU
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Hr. Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Faivet	
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Wyss	WS
	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Faessler	FCH
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Blickenstorfer	BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
	Hr. Flückiger	FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim	MF
	Minister Streuli	STJ
	Minister Gyger	GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht		
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Manz " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Kaiser/Hr. Reich	GRD KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Bill Hr. Giovannini Hr. Högger Hr. Leuzinger Hr. Pasquier Hr. von Muralt Minister Kellenberger	GI HL LP PA MD Ke
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion Intern. Hilfswerke Integrationsbüro EDA/EVD		

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 27. Oktober 1987

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - PB/IA

SWI 27. Okt. 87-16

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: Wöchentelx 44/87 (und supplément) (CH)

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	97 Vertretungen
Mailand	+ 5 Generalkonsulate
München	
New York	102 total
Frankfurt	=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse- und Informationsdienst
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 27.10.1987

T E L E G R A M M (CH)

- a) an die diplomatischen Vertretungen in: **44/87 (und supplément BRE)**
- | | | |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Houston | - Riad |
| - Alger | - Islamabad | - Rio de Janeiro |
| - Amman | - Istanbul | - Rom |
| - Ankara | - Jakarta | - San Francisco |
| - Athènes | - Kairo | - Santiago |
| - Bagdad | - Kinshasa | - Sao Paulo |
| - Bangkok | - Lagos | - Seoul |
| - Beirut | - Lima | - Stockholm |
| - Berlin West | - Lissabon | - Teheran |
| - Bombay | - London | - Tel-Aviv |
| - Bonn | - Los Angeles | - Tokio |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Washington |
| - Brüssel (2) | - Madrid | - Wien |
| - Budapest | - Marseille | |
| - Buenos Aires | - Mexiko | |
| - Bukarest | - Montreal | |
| - Canberra | - Moskau | |
| - Caracas | - Nairobi | |
| - Chicago | - New Delhi | |
| - Colombo | - New York (2) | |
| - Dar es Salaam | - Ottawa | |
| - Den Haag | - Oslo | |
| - Djeddah | - Paris (3) | |
| - Dublin | - Peking | |
| - Guatemala | - Prag | |
| - Havanna | - Pretoria | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen (inkl. GK).

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD